

N° 5426¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2004-2005

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****transposant la directive 2003/25/CE du Parlement européen
et du Conseil du 14 avril 2003 relative aux prescriptions spécifiques
de stabilité applicables aux navires rouliers à passagers**

* * *

AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS

(13.1.2005)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 30 décembre 2004 à la Chambre des Députés par la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement à la demande du Ministre de l'Economie et du Commerce Extérieur.

Un exposé des motifs et le commentaire des articles étaient joints au texte du projet de règlement grand-ducal ainsi que la prise de position du Commissariat aux Affaires Maritimes.

Le projet vise à transposer en droit national la directive 2003/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 avril 2003 relative aux prescriptions spécifiques de stabilité applicables aux navires rouliers à passagers. Cette directive a pour objet de donner une définition uniforme des prescriptions spécifiques de stabilité applicables aux navires rouliers à passagers, afin d'améliorer la capacité de survie de ces navires en cas d'avarie due à une collision et d'offrir aux passagers et à l'équipage un niveau de sécurité élevé.

La base légale du projet de règlement grand-ducal est celle constituée par la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports, et plus particulièrement son article 1er, par la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois, et plus particulièrement son article 64 et par la directive 2003/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 avril 2003 relative aux prescriptions spécifiques de stabilité applicables aux navires rouliers à passagers.

La Chambre des Députés a été saisie de l'avis du Conseil d'Etat du 12 octobre 2004 qui formule un certain nombre d'observations.

Dans la prise de position du Commissariat aux affaires maritimes du 9 décembre 2004, ce dernier apporte certaines précisions.

La Chambre des Députés a été saisie de l'avis de la Chambre de Commerce le 27 janvier 2004, qui marque son accord avec le projet de règlement grand-ducal.

*

La Conférence des Présidents donne son assentiment au projet de règlement grand-ducal tel que déposé par le gouvernement suite à l'avis du Conseil d'Etat et aux observations du Commissariat aux affaires maritimes.

Luxembourg, le 13 janvier 2005

Le Secrétaire général,
Claude FRIESEISEN*Le Président de la Chambre des Députés,*
Lucien WEILER

